

Unité départementale de l'Isère
Pôle Territorial
17, boulevard Joseph Vallier 38030 GRENOBLE Cedex 02

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/06/2024

Contexte et constats

Publié sur



Société REXOR à Villages du lac de Paladru

La Feydelière, 172 rue Saint Michel

Références : 2024-Is038TN3

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/06/2024 dans l'établissement REXOR sur la commune de Villages du lac de Paladru. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- REXOR
- 172 rue Saint Michel, Villages du lac de Paladru
- Code AIOT dans GUN : 061-3032
- Régime : autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED
- Effectif : 90 personnes

La présente inspection traite des suites de l'inspection du 11 juin 2020 relative aux liquides inflammables.

Le site est réglementé par l'arrêté préfectoral d'autorisation DDPP-IC-2019-02-05 du 11 février 2019. L'article 11.3 de cet arrêté préfectoral rend applicable l'arrêté ministériel du 01/06/15 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A l'issue de la visite d'inspection du 25/06/2024 de l'établissement REXOR implanté sur la commune de Villages du lac de Paladru, les constats établis amènent l'inspection des installations classées à proposer à Monsieur le Préfet les suites administratives suivantes.

Point de contrôle n° 1 - Etat des stocks

Proposition de mise en demeure

Point de contrôle n° 2 - Plan de défense incendie

Proposition de mise en demeure et demande d'action corrective

Point de contrôle n° 3 – Protection des installations (cuve GPL)

Demandes d'actions correctives

Point de contrôle n° 4 – Défense incendie

Justificatifs à transmettre

Point de contrôle n° 5 – Extinction automatique

Proposition de mise en demeure

Point de contrôle n° 6 – Emulseurs

Demande d'action corrective

Point de contrôle n° 7 – Rétention

Proposition de mise en demeure

2-3) Fiches de constats

Nom du point de contrôle n°1 : liquides inflammables - état des stocks

Référence réglementaire :

AM du 4 octobre 2010 article 49

AP du 11 février 2019 article 1.2.1 – volume autorisé au titre de la rubrique 4331

AM E 4331 article 9

Prescriptions contrôlées

AM du 4 octobre 2010 article 49

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

« L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.

« Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires. »

AP du 11 février 2019 article 1.2.1 – volume autorisé au titre de la rubrique 4331

Arrêté du 01/06/15 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement – article 9

« I. Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées prévu au point II.

« II. L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

« Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

« 1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

« Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

« Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

« Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;

« 2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

« L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

« Pour les matières dangereuses ainsi que pour les liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.

« Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

« L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

« Les dispositions du présent point II sont applicables à compter du 1er janvier 2023. »

Constats :

L'état des stocks, uniquement dans sa version complète pour la gestion d'un événement accidentel, a été examiné en focalisant sur les produits inflammables.

L'état des stocks vulgarisé n'a pas été demandé.

Il existe un état des stocks permettant d'identifier, pour chaque référence listée, les quantités stockées et l'emplacement; l'identification de l'emplacement n'est pas toujours claire (non parlant) et aucun plan complet n'est associé à l'état des stocks.

L'état des stocks ne prend pas en compte les déchets inflammables.

L'état des stocks ne prend pas en compte les matières combustibles non dangereuses.

L'exploitant dispose d'un recensement des phrases de risques pour chaque produit. L'outil permet de faire des tris de données par emplacement ou phrase de risques par exemple. Aucun inflammable H224 n'est répertorié dans la base et l'exploitant confirme ne pas en utiliser.

L'accessibilité aux FDS n'a pas fait l'objet de vérification.

L'état du 25 juin 2024 répertorie une quantité présente de 129 tonnes de produits inflammables à laquelle il faut ajouter 30 tonnes de déchets d'après l'exploitant.

Ces chiffres sont difficilement vérifiables compte tenu des données insuffisantes au niveau de l'emplacement physique des stocks notamment.

A noter que ce chiffre est supérieur à la quantité autorisée de 140 tonnes.

L'exploitant est bien au fait de l'interdiction au 1er janvier 2027 de l'utilisation de contenants fusibles pour les stockages couverts des liquides H225.

Avis de l'inspection des ICPE : non conforme

Proposition de suites : proposition de mise en demeure

L'exploitant doit compléter son état des stocks en intégrant les déchets HP3, les matières combustibles non dangereuses et l'identification précise des emplacements sur un plan.

Il doit disposer d'un état des stocks complet et d'un état des stocks vulgarisé.

Nom du point de contrôle n°2 : liquides inflammables – plan de défense incendie

Référence réglementaire :

Arrêté du 01/06/15 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement – article 14.I

Déjà inspecté en 2020, avec demande d'action corrective

Prescription contrôlée

. Plan de défense incendie :

L'exploitant établit un plan de défense incendie décrivant l'organisation du site en cas de sinistre, notamment :

- le schéma d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;
- l'organisation de la première intervention face à un épandage ou un incendie ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées ou non ouvrées ;
- la justification des compétences du personnel susceptible d'intervenir en cas d'alerte notamment en matière de formations, de qualifications et d'entraînements ;
- la chronologie et la durée des opérations nécessaires pour l'accomplissement des opérations d'extinction ;
- la chronologie et la durée des opérations mises en œuvre par l'exploitant. Ces opérations peuvent

comprendre des opérations d'extinction (définies à [l'article 2](#)), des opérations permettant d'éviter la propagation d'incendie dans l'attente de l'arrivée des services d'incendie et de secours, etc. ;

- la démonstration de l'adéquation, de la provenance et de la disponibilité des moyens en eau et en émulseur nécessaires dont il dispose (en propre, par protocoles d'aide mutuelle ou par conventions de droit privé) pour l'accomplissement des opérations d'extinction ;

« - l'attestation de conformité du système d'extinction automatique accompagnée des éléments prévus au point II. B de l'article 14.

« Les protocoles d'aide mutuelle ou conventions précisent les moyens ainsi que les délais auxquels s'engagent les parties impliquées, notamment : nature et quantité des moyens de lutte contre l'incendie mis à disposition, délais et conditions dans lesquels les dits moyens sont mis à disposition, période de disponibilité (permanente, heures ouvrées, jours ouvrables etc.). Ces documents sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant informe les services d'incendie et de secours et l'inspection des installations classées dès lors que ces protocoles et conventions nécessitent une mise à jour. Les protocoles existants sont mis à jour au plus tard le 1er janvier 2023. »

« En cas d'usage de moyens fixes d'extinction pouvant être endommagés par l'incendie (y compris leurs supportages), leur mise en œuvre intervient dans un délai maximum de quinze minutes après détection de l'incendie.

« L'exploitant s'assure de la disponibilité des moyens nécessaires à l'extinction de scénarios de référence calculés au regard du plus défavorable de chacun des scénarios de référence suivants pris individuellement, que ce soit en eau, en émulseurs, en moyens humains ou moyens de mise en œuvre conformément aux dispositions du III de l'article 14 :

« 1. feu d'un réservoir aérien, implanté à l'extérieur d'un bâtiment ;

« 2. feu dans une rétention, surface déduite des réservoirs aériens, implantée à l'extérieur d'un bâtiment ;

« 3. feu de récipients mobiles ou d'équipements annexes aux stockages visés par le présent arrêté, implantés à l'extérieur d'un bâtiment ;

« 4. feu d'engin de transport de récipients mobiles (principalement les camions et chariots élévateurs) ;

« 5. feu de récipients mobiles, stockés dans un bâtiment ;

« 6. feu d'un réservoir aérien, implanté à l'intérieur d'un bâtiment ;

« Chacun de ces scénarios est supposé nécessitant les moyens les plus importants que ce soit en eau, en émulseurs, en moyens humains ou moyens de mise en œuvre, de par :

« - la nature et la quantité de liquides inflammables et liquides et solides liquéfiables combustibles stockés ;

« - la configuration des stockages (stockage en masse, en rack, etc.) ainsi que la surface associée susceptible d'être en feu (feu de nappe) ;

« - la surface, l'emplacement et l'encombrement en équipements de l'installation ;

« Le dimensionnement correspond à l'extinction d'un incendie :

« - dans un délai maximal de trois heures après le début de l'incendie, pour les scénarios de référence 1,2 et 3 ;

« - dans un délai maximal de deux heures après le début de l'incendie, pour le scénario de référence 4 ;

« - dans un délai maximal après le début de l'incendie équivalent au degré de résistance au feu des murs séparatifs, pour les scénarios de référence 5 et 6.

« Le plan de défense incendie ainsi que ces mises à jour est tenu à la disposition de l'inspection des

installations Il est transmis aux services d'incendie et de secours. »

Constats :

Rappel 2020

Un plan de défense incendie doit permettre d'identifier les scénarii de référence et les moyens de lutte contre l'incendie, il doit comprendre huit thématiques. Le plan de défense incendie du site ne répond que très partiellement à la réglementation il manque notamment les items suivants :

- la justification des compétences du personnel susceptible d'intervenir ;*
- la chronologie et la durée des opérations nécessaires à l'accomplissement des opérations d'extinction ;*
- la chronologie et la durée des opérations mises en œuvre par l'exploitant*
- la démonstration de l'adéquation, de la provenance et de la disponibilité des moyens en eau et en émulseur ;*
- la démonstration de l'adéquation de la provenance et du délai de la mise en œuvre des moyens humains et matériels nécessaires aux opérations qu'il met en œuvre.*

Le risque associé est de ne pouvoir éteindre un incendie rapidement et une propagation générale au site.

L'exploitant devra donc revoir son plan de défense incendie afin qu'il soit compatible avec la réglementation.

Constat 2024

Un document daté de décembre 2020 est présenté.

Aucun des scénarios réglementaires servant de base au dimensionnement des ressources eau et émulseurs, des moyens humains et matériels n'est présenté.

Même l'état des lieux des moyens disponibles sur site n'est pas suffisamment détaillé.

Aucun effort n'a été fait pour présenter un plan répondant aux exigences réglementaires.

L'ensemble des lacunes identifiées en 2020 subsistent.

Le document Plan de Défense Incendie fait mention de la mise en rétention du site par déclenchement du ballon d'obturation placé sur la canalisation d'eaux pluviales du site. Seul un bouton de déclenchement situé "vers l'atelier laques" est mentionné.

Par ailleurs, en cas de coupure électrique, le déclenchement du ballon obturateur n'est pas possible car le système de secours (système pneumatique avec bouteille d'air comprimé) n'est plus opérationnel.

De plus, en l'absence de dispositifs coupe-feu dans les réseaux, l'utilisation d'un ballon obturateur n'apparaît pas adapté; il doit être remplacé par une vanne.

Avis de l'inspection des ICPE : non conforme

Proposition de suites : proposition de mise en demeure sous 3 mois

La mise à niveau du plan de défense incendie (et des moyens eau, émulseurs, moyens matériels et humains) constitue une priorité.

Demande d'action corrective

Le dispositif de mise en rétention du site doit être sécurisé sous 1 mois.

Nom du point de contrôle n°3 : liquides inflammables – protection des installations voisines

Référence réglementaire :

Arrêté du 01/06/15 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement – article 23 II F

Déjà inspecté en 2020, avec demande d'action corrective

Prescription contrôlée

En cas de détection de fuite ou d'incendie, le gardien ou la télésurveillance transmet l'alerte à une ou plusieurs personnes compétentes chargées d'effectuer les actions nécessaires pour mettre en sécurité les installations. Une procédure désigne préalablement la ou les personne(s) compétente(s) et définit les modalités d'appel de ces personnes. Cette procédure précise également les conditions d'appel des secours extérieurs au regard des informations disponibles.

L'exploitant définit également par procédure les actions à réaliser par la ou les personnes compétentes en lien avec le plan de défense incendie définie à [l'article 14](#). Cette procédure prévoit la mise en œuvre des mesures rendues nécessaires par la situation constatée sur le site telles que :

- l'appel des secours extérieurs s'il n'a pas déjà été réalisé ;
- **les opérations de refroidissement des installations voisines** et de mise en œuvre des premiers moyens d'extinction ;
- l'information des secours extérieurs sur les opérations de mise en sécurité réalisées, afin de permettre à ceux-ci de définir les modalités de leur engagement ;
- l'accueil des secours extérieurs.

Le délai d'arrivée sur site de la ou des personnes compétentes est de trente minutes maximum suivant la détection de fuite ou d'incendie et compatible avec le plan de défense incendie définie à [l'article 14](#).

L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant des compétences des personnes susceptibles d'intervenir en cas d'alerte et du respect du délai maximal d'arrivée sur site.

Constats :

Rappel 2020

Il doit exister une procédure qui définit, entre autres, les opérations de refroidissement des installations voisines et de mise en œuvre des premiers moyens d'extinction, en cas d'incendie.

En cas d'incendie de certaines zones (atelier colle-labo), hall 11, il peut être nécessaire d'aller ouvrir la vanne manuelle de protection de la citerne de gaz.

Le week-end, le site est gardienné, le personnel est absent. Le gardien présent sur place (et ses éventuels remplaçants) doit savoir quand et comment aller ouvrir cette vanne en sécurité.

Il y a un risque de montée en pression de la cuve de butane de 32 T à proximité (blève, jet enflammé...)

L'exploitant doit justifier de la connaissance de cette manœuvre par le personnel de gardiennage.

Document justifiant la formation du gardien habituel à cette manœuvre ainsi qu'un document justifiant de la connaissance de cette manœuvre pour tout nouveau gardien.

2024

Absence de consigne intégrant le déclenchement de la rampe d'arrosage du stockage GPL dans la stratégie de défense incendie (protection des installations).

Par ailleurs, l'essai de la rampe d'arrosage réalisé le 25 juin a montré que le débit de ruissellement était faible et ne couvrait pas l'ensemble du stockage. **Dans le cas où la modélisation des scénarios d'incendie identifiés dans le Plan de Défense Incendie montrerait que la cuve GPL est une installation à protéger, l'exploitant devrait apporter la démonstration de l'adéquation du système d'arrosage aux exigences de l'article 14 III D de l'AM du 01/06/2015.**

Le stockage est par ailleurs envahi par la végétation ; ceci est non conforme à l'article 3.4 de l'annexe I de l'AM du 23/08/05 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4718 de la nomenclature des installations classées (rendu applicable au chapitre 9.4 de l'AP du 11/2/2019).

Avis de l'inspection des ICPE : non conforme

Proposition de suites : demandes d'actions correctives

L'exploitant doit vérifier le dimensionnement du dispositif de protection disponible sur la cuve GPL et intégrer son déclenchement dans le cadre du plan de défense incendie. Sous 3 mois.

Le désherbage du stockage GPL est à réaliser sous 1 mois.

Nom du point de contrôle n°4 : liquides inflammables – défense incendie

Référence réglementaire :

Arrêté du 01/06/15 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement – article 14 II A et 25 I

Déjà inspecté en 2020, avec demande d'action corrective

Prescription contrôlée

Article 14 II A

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :
- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) équipés de prises de raccordement d'un diamètre nominal de 100 ou 150 millimètres conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Ces appareils d'incendie sont implantés de telle sorte que tout point des limites des zones à risque d'incendie identifiées à [l'article 8](#) se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours).

Les appareils d'incendie sont alimentés par un réseau d'eau public ou privé. Les canalisations constituant le réseau d'incendie sont indépendantes du réseau d'eau industrielle. Ce réseau garantit une pression dynamique minimale de 1 bar sans dépasser 8 bars. Ce réseau est en mesure de fournir le débit déterminé par le plan de défense incendie. Si le débit d'eau nécessaire à

l'opération d'extinction dépasse 240 mètres cubes par heure, l'installation dispose d'un réseau maillé, et sectionnable au plus près de la pomperie. Des raccords de réalimentation du réseau par des moyens mobiles sont prévus pour pallier un éventuel dysfonctionnement de la pomperie.

L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau.

Aux appareils d'incendie mentionnés ci-dessus peuvent être substituées des réserves d'eau, avec les mêmes règles d'implantation. Ces réserves ont une capacité minimale unitaire utile de 120 mètres cubes. Elles sont accessibles en toutes circonstances. Elles disposent de prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter.

- d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;

- de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues des bâtiments. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel et accessibles à tout moment. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;

- d'une réserve de produit absorbant incombustible en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres, et des moyens nécessaires à sa mise en œuvre. La réserve de produit absorbant est stockée dans des endroits visibles et facilement accessibles et munie d'un couvercle ou tout autre dispositif permettant d'abriter le produit absorbant des intempéries. Dans le cas de liquides miscibles à l'eau, l'absorbant peut être remplacé par un point d'eau, sous réserve que l'exploitant justifie auprès de l'inspection des installations classées de l'absence de pollution des eaux ou le traitement de ces épandages après dilution.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel.

« Si les appareils d'incendie sont alimentés par un réseau d'eau public, les charges afférentes à la protection contre l'incendie sont réparties conformément à l'article R. 2225-7 du [code général des collectivités territoriales](#). »

Article 25 I

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et des moyens de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche, réseau incendie par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.

Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

Constats :

Rappel 2020

Le site doit disposer de poteaux d'incendie conformes aux normes en vigueur.

L'exploitant ne réalise pas de mesure de la pression et du débit des poteaux incendie internes. Il est nécessaire de les réaliser en « réel » : si 2 poteaux peuvent être utilisés en même temps, il faut réaliser les tests les 2 poteaux ouverts.

En cas d'incendie, la pression et le débit des poteaux peuvent ne pas être suffisant pour les secours

extérieurs.

L'exploitant devra réaliser ces opérations de contrôle des poteaux incendie.

Transmission du justificatif des mesures de pression et de débit.

2024

Le site dispose de 3 poteaux internes.

Le dernier test réalisé montre que l'un des poteaux n'est pas réglementaire (débit délivré à 45 m³/h sous 1 bar contre 60 requis). Le rapport du contrôle doit être transmis à l'inspection.

Avis de l'inspection des ICPE : conformité à confirmer

Proposition de suites : justificatifs à transmettre

Le rapport du contrôle des PI doit être transmis à l'inspection.

L'exploitant détaillera les moyens matériels permettant de répondre aux exigences de l'article 8.2.5 de l'AP du 11/2/2019 :

" poteaux incendie publics ou privés permettant d'obtenir un débit de 240m³/h pendant au moins 4 heures hors des besoins ordinaires de l'établissement avec un débit minimal de 120m³/h pendant 4 heures à partir du réseau communal".

Sous 1 mois

Nom du point de contrôle n°5 : liquides inflammables - extinction automatique

Référence réglementaire :

Arrêté du 01/06/15 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement – article 14 II B et article 23 II C

Prescription contrôlée

Article 14 II B

Un système d'extinction automatique d'incendie adapté aux produits stockés (liquides inflammables, liquides et solides liquéfiés combustibles) est mis en place dans chaque partie de bâtiment abritant au moins un liquide relevant d'une au moins des rubriques 4331 ou 4734. Le choix du système d'extinction automatique d'incendie à implanter est explicité dans le plan de défense incendie. Le système répond aux exigences fixées par les normes en vigueur. Le plan de défense incendie précise le référentiel professionnel retenu pour le choix et le dimensionnement du système d'extinction mis en place.

« Cette disposition ne s'applique pas aux bâtiments contenant moins de 10 mètres cube de liquides relevant de l'une au moins [des rubriques 4331](#) ou [4734](#), sous réserve que chacun de ces bâtiments soit distant d'un espace libre d'au moins 10 mètres des autres bâtiments ou des installations susceptibles d'abriter au moins un liquide relevant de l'une au moins [des rubriques 4331](#) ou [4734](#). Cette quantité maximale de 10 mètres cube est limitée au strict besoin d'exploitation. Cette disposition ne s'applique pas, par ailleurs, aux cellules qui ne sont pas susceptibles de contenir une quantité supérieure ou égale à 2 mètres cube de liquides inflammables.

« Le système d'extinction automatique d'incendie est conçu, installé, entretenu régulièrement conformément aux référentiels reconnus.

« Son efficacité est qualifiée et vérifiée par un organisme reconnu compétent dans le domaine de l'extinction automatique. La qualification délivrée par l'organisme précise que l'installation est adaptée aux matières stockées et à leurs conditions de stockage. Avant la mise en service de l'installation, une attestation de conformité du système d'extinction mis en place aux exigences du référentiel professionnel retenu est établie.

« Cette attestation est accompagnée d'une description du système et des principaux éléments techniques concernant la surface de dimensionnement des zones de collecte, les réserves en eau, le cas échéant les réserves en émulseur, l'alimentation des pompes et l'estimation des débits d'alimentation en eau et, le cas échéant, en émulseur. Ce document est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. »

Article 23 II C

« Pour les parties de bâtiment abritant au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734, cette détection est assurée par un système distinct du système d'extinction automatique prévu au II de l'article 14. »

Constats :

La vérification a porté sur le bâtiment de stockage des LI installé par l'exploitant en limite sud du site.

Le sprinklage est un système à eau simple ce qui n'apparaît pas, sauf justificatif à fournir par l'exploitant, adapté aux produits stockés. **Ce point est non conforme à l'article 14 II B de l'AM du 01/06/2015**

La détection incendie est assurée par le sprinklage : **ceci est non conforme à l'article 23 II C de l'AM du 01/06/2015.**

Avis de l'inspection des ICPE : non conforme

Proposition de suites : proposition de mise en demeure

Nom du point de contrôle n°6 : liquides inflammables - émulseurs

Référence réglementaire :

Arrêté du 01/06/15 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement – article 14 III A

Prescription contrôlée

L'exploitant dispose des ressources en eau et en émulseur nécessaires à la lutte contre les incendies définis [au I de l'article 14](#). Ces ressources tiennent compte a minima des ressources nécessaires pour les opérations d'extinction définies [aux B et D du III de l'article 14](#).

L'exploitant démontre également les points suivants :

- le choix du positionnement et du conditionnement des réserves en émulseur ;

« - la compatibilité entre l'émulseur choisi et le liquide relevant de l'une au moins [des rubriques 4331](#) ou [4734](#) et les liquides et solides liquéfiables combustibles pouvant être mis en jeu lors d'un incendie, en s'appuyant sur les normes de classement de l'émulseur ; »
- la compatibilité et la continuité de l'alimentation en eau ou en émulseur en cas d'incendie si l'exploitant a recours à des protocoles ou conventions de droit privé.

Constats :

Rappel 2020

L'exploitant doit disposer des ressources en eau et en émulseur nécessaires.

Le site dispose d'une réserve d'émulseur de 1000L pour les boîtes à mousse de l'atelier colle-labo dont la date de péremption n'est pas connue (indication sur le GRV : fabrication en 2002). Malgré des demandes, au fournisseur, l'exploitant ne peut pas justifier de la date de l'émulseur. Il est admis que la durée de vie des émulseurs est de 5 à 10 ans maximum.

En cas d'incendie, un émulseur trop vieux peut être inefficace.

L'exploitant devra disposer d'émulseurs adaptés, en quantité et en qualité, aux risques présents sur site. Il devra pouvoir en justifier dans le temps.

2024

L'exploitant dispose d'une réserve de 1m³ (AFFF polyfoam 3/6S datant de 2020) associée à la défense de l'atelier laques.

La suffisance de cette réserve n'est pas démontrée. (voir insuffisance du plan de défense incendie).

Par ailleurs, la qualité et la date des émulseurs présents dans les 3 "chariots de mélange pour PI" ne sont pas connues.

Un bidon de 20l (émulseur AFFF 3/6%) datant d'avril 2000 est présent dans le local de la source A. Cet émulseur est trop ancien pour être utilisé.

Avis de l'inspection des ICPE : non conforme

Proposition de suites : demande d'action corrective

L'exploitant doit justifier, au travers du PDI, des quantités et qualités d'émulseurs disponibles sur le site.

Délai 3 mois

Nom du point de contrôle n°7 : rétention

Référence réglementaire :

AP du 11 février 2019, article 8.4.1 - I

Prescription contrôlée

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes:

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

Constats :

La vérification a porté sur le bâtiment de stockage des LI installé par l'exploitant en limite sud du site.

Le jour de l'inspection 56 m³ de LI y sont stockés (38m³ H225 et 18m³ H226 selon état des stocks) pour une capacité de rétention annoncée à 18 m³. **Le stock doit être réduit à 36 m³ maximum sous 15 jours.**

A noter également de nombreux récipients mobiles de produits et déchets liquides en extérieur sans rétention coté sud du site - **à supprimer ou mettre sur rétention adaptée sous 15 jours.**

Avis de l'inspection des ICPE : non conforme

Proposition de suites : proposition de mise en demure